

Le Tax shelter belge lorgne l'Angleterre

LE RÉSUMÉ

Des professionnels du cinéma sont venus à Londres **vendre le système belge d'aide au 7^e art à leurs homologues anglais.**

La Belgique risque de manquer de projets porteurs, alors que la France devient moins attractive.

Les producteurs belges doivent **monter davantage de projets internationaux.**

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ
À LONDRES

Après le Canada l'automne dernier, c'est à Londres qu'une quarantaine de professionnels belges du cinéma sont venus vanter hier les mérites du système belge d'aides au 7^e art. Producteurs, sociétés de Tax shelter, fournisseurs de services, etc., ont rencontré, sous l'égide de

l'Awex et de Brussels Invest & Export, une trentaine de leurs homologues britanniques. Le but: nouer des contacts afin de monter des coproductions.

Visiblement, la demande est forte. Et pour cause, le contexte est en train de changer. Pour deux motifs. Le premier, c'est le succès de la nouvelle mouture du Tax shelter, plus simple et plus transparente. «Elle permet de lever beaucoup plus d'argent qu'auparavant, note Bastien Sirodot, producteur associé chez Umedia, le leader du Tax shelter. Le problème c'est que l'on ne trouve pas assez de bons projets belges car le marché est trop étroit; nous devons aller chercher les projets à l'international.»

Et encore, le système n'a pas livré tout son potentiel. Experte au SPF Finances, Michela Ritondo indique que les banques, très actives sur ce marché, n'ont délivré que 25% de leur potentiel de levée de fonds. Il y a donc encore de l'argent à aller chercher chez les investisseurs. Du pain bénit, soit dit en passant, pour

le secteur des arts de la scène, qui bénéficiera bientôt du Tax shelter.

En attendant, tous, dans le secteur, ont saisi la nécessité de monter plus de coproductions. Comme Casa Kafka, filiale Tax shelter de la RTBF, très axée sur les productions majoritairement belges. «L'avenir du cinéma européen, c'est l'international, plaide Philippe Reynaert, directeur de Wallimage. Et en ce début d'année, je suis rassuré de voir arriver sur mon bureau des projets venant d'Allemagne, d'Espagne et d'Italie.»

Le deuxième motif, c'est le changement de la législation française sur le crédit d'impôt. Par protectionnisme, la France vient de le faire passer de 20 à 30%; «Pour les producteurs français, la France redvient attractive», constate Louis-Philippe Capelle, directeur commercial du loueur d'équipement Eye-Lite. Le hic, c'est que les incitants belges ont attiré les producteurs français comme des mouches. «Pour des raisons culturelles, 80% de nos coproductions sont réalisées avec la France, constate Jean-Yves Robin,

coprésident de l'Union des producteurs de films francophones. Nous devons moins dépendre d'elle et nous diversifier davantage.»

Le cinéma britannique s'est déjà montré intéressé par le système belge. Dernier exemple en date: le très remarqué «The Danish Girl» tourné à Bruxelles et coproduit par le belge Artémis. «Il faut renforcer ces contacts, estime Noël Magis, coordinateur du Screen Brussels Fund (lire ci-dessus). L'industrie britannique a connu un fort développement et offre de nombreux débouchés. Et leur système d'incitants est compatible avec le nôtre.» Le Royaume-Uni offre ainsi un crédit d'impôt de 25% pour autant que 10% minimum du budget du film soit dépensé sur son territoire. Preuve de sa compatibilité: des caméras louées en Belgique sont éligibles au Tax shelter, alors qu'en Angleterre l'origine du matériel n'est pas un critère pour bénéficier du crédit d'impôt. De quoi inciter nos producteurs à attirer les Britanniques chez nous... mais aussi à franchir la Manche.

WALLIMAGE-BRUXELLIMAGE UNE ANNÉE 2015 RECORD

En marge de l'événement londonien, Philippe Reynaert, patron de Wallimage, nous a dévoilé le bilan 2015 du fonds d'investissement wallon dans l'audiovisuel. «Wallimage et son pendant bruxellois, la ligne mixte Wallimage-Bruxellimage, ont connu un exercice record. Jamais nous n'avions soutenu autant de films.» En 2015, les deux lignes ont investi près de **8,5 millions dans 36 films**: 16 pour Wallimage (4,2 millions d'euros) et 20 pour Wallimage-Bruxellimage (4,3 millions). Et

2015 a généré quelques beaux résultats individuels. Sorti fin de l'été, «**Le Tout nouveau testament**» de Jaco Van Dormael s'était vu attribuer **400.000 euros** sur un budget de 8,5 millions; ceux-ci ont généré près de **1,7 million de retombées** pour l'industrie audiovisuelle (techniciens, matériel...), soit un **return de 419%**! «**Les Nouvelles aventures d'Aladin**» a fait mieux encore avec un **return de 673%** alors que l'aide de Wallimage n'était que de 250.000 eu-

ros dans un budget de 15,6 millions. Depuis le 1^{er} janvier, Wallimage-Bruxellimage mène sa propre vie sous la bannière de **Screen Brussels Fund**. L'occasion de faire le bilan des sept années d'existence commune, la ligne mixte ayant été lancée en 2009. Ensemble, les deux lignes ont soutenu **201 films**, soit un investissement de **43,2 millions** d'euros générant **138,7 millions** de retombées économiques soit un **retour de 472,5%** du total investi. Ce return est plus important à Bruxelles qu'en Wallonie.

Les 104 films soutenus par la seule ligne Wallimage (26,7 millions) ont entraîné 78,3 millions de retombées économiques en Wallonie soit 415,8% du total investi. Mais les **97 films aidés par la ligne mixte** (16,5 millions) ont permis 60,5 millions de retombées, soit un **retour de 574%** (544% en Wallonie et 604% à Bruxelles)! **J.-F. S.**